



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

### Ralentissement économique

Question au Gouvernement n° 545

#### Texte de la question

#### RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

**Mme la présidente** . La parole est à M. Jean-François Rousset.

**M. Jean-François Rousset** . La Banque de France prévoit que la croissance française subira un sérieux coup de frein en 2025, avec une révision à la baisse du PIB de 0,2 point. La France devrait surpasser l'Allemagne sur le plan économique, mais elle resterait derrière l'Italie. Le contexte européen est manifestement contrasté. Ce ralentissement s'accompagne d'une explosion des défaillances d'entreprises : près de 66 500 en 2024, un record depuis quinze ans. Plus préoccupant encore, les entreprises de taille intermédiaire, véritables moteurs de l'économie, sont particulièrement touchées. Ces difficultés s'expliquent par plusieurs facteurs, notamment le rattrapage post-covid, et l'incertitude budgétaire liée aux menaces qui planent sur les droits de douane. Des secteurs clés comme l'automobile, la sidérurgie et la chimie se retrouvent sous pression, subissant les pratiques de subventions abusives qui ont cours dans certains pays.

Dans la troisième circonscription de l'Aveyron, l'entreprise Actia Railway, à Saint-Georges-de-Luzençon, a annoncé – pour des raisons qui mériteraient d'être identifiées – la délocalisation de 46 emplois sur 110 hors de nos frontières, en Europe, alors que ce site, où l'on fabrique des systèmes embarqués destinés au ferroviaire – les rames de la ligne 14 du métro parisien et le métro de Singapour, notamment, en sont équipés – est mondialement reconnu.

Certes, une éclaircie se profile : la consommation des ménages pourrait repartir à la hausse en 2025, grâce à une inflation en recul et au refus du gouvernement d'alourdir la fiscalité des ménages. Le taux d'épargne élevé des Français reste néanmoins un frein potentiel à une reprise vigoureuse, avec des conséquences directes sur les entreprises. Dans ce climat économique complexe et incertain, les défis sont nombreux : comment protéger les entreprises, aujourd'hui fragilisées dans tous les territoires ? Comment stimuler la consommation, essentielle à la relance ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe Dem.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

**M. Éric Lombard**, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique* . Votre question rencontre ma préoccupation quotidienne, une préoccupation centrale du gouvernement. Nous faisons effectivement face à une situation économique délicate. Les choses commencent cependant à aller mieux. J'en profite pour remercier votre assemblée – celles et ceux qui ont permis l'adoption du budget. (*Mme Cyrielle Chatelain et M. Benjamin Lucas-Lundy s'esclaffent.*) Depuis que nous avons un budget, le climat des affaires s'améliore.

**M. Thibault Bazin** . On part de loin !

**M. Éric Lombard, ministre** . Cependant, des incertitudes demeurent, ce qui explique un ajustement du taux de croissance à 0,9 % dans le budget voté, alors que le celui du gouvernement précédent se basait sur un taux de 1,1 %. Selon les dernières prévisions de la Banque de France, la croissance pourrait finalement s'établir à 0,7 %. Nous aurons l'occasion de fixer un nouvel objectif dans les semaines qui viennent, lors de la présentation du rapport annuel du ministère de l'économie.

L'environnement économique comporte des points positifs, en particulier le maintien du chômage à un niveau historiquement bas – 7,3 % –, qui s'est stabilisé ces derniers temps. Certains nuages commencent malheureusement à apparaître à l'horizon : le niveau très élevé du taux d'épargne – 18 % –, qui traduit l'inquiétude des Français ; la remontée des taux d'intérêt à long terme, liée à l'évolution de la situation allemande.

**M. Thibault Bazin** . Cela va nous coûter cher, vu notre dette !

**M. Éric Lombard, ministre** . Enfin, les décisions qui seront annoncées par les États-Unis – sans doute demain – risquent de peser sur la croissance dans les prochaines semaines. Avec le président de la République, avec le premier ministre et le gouvernement, nous veillons scrupuleusement à poursuivre dans la voie de la simplification et du soutien à l'activité afin de relever ces différents défis. En considération des décisions de l'administration américaine, nous prendrons les mesures qui s'imposent. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.)*

## Données clés

**Auteur** : [M. Jean-François Rousset](#)

**Circonscription** : Aveyron (3<sup>e</sup> circonscription) - Ensemble pour la République

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 545

**Rubrique** : Politique économique

**Ministère interrogé** : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

**Ministère attributaire** : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 2 avril 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 avril 2025